République française

OFFICE PARLEMENTAIRE D'ÉVALUATION DES CHOIX SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES

Les activités de l'OPECST en 2015

L'OPECST en quelques chiffres

- 6 saisines (1 étude publiée + 5 études en cours)
- 12 rapports adoptés
- 5 auditions publiques dans le cadre d'un rapport
- 8 auditions publiques d'actualité
- 15 réunions statutaires de l'Office + 1 réunion avec le conseil scientifique
- 36 discours et 6 publications
- 13 « trinômes » pour le partenariat entre le Parlement et l'Académie des sciences
- 4 déplacements nationaux
- 9 rencontres internationales
- 8 auditions de personnalités du monde de la science et de la technologie
- 24 nominations de personnalités au Conseil scientifique
- 4 nominations à des organismes extra-parlementaires

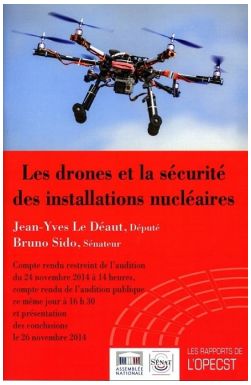
Etudes

6 études engagées par l'OPECST à la suite d'une saisine en 2014 et 2015 ou prévues par la loi, dont 1 était terminée au début de 2015 :

- Le risque numérique
- Les terres rares et les matières premières stratégiques et critiques
- La question des diverses utilisations de la biomasse
- Les enjeux et les perspectives de l'épigénétique dans le domaine de la santé
- Les nouveaux enjeux juridiques résultant du développement des applications de la robotique
- Les enjeux économiques et environnementaux des biotechnologies

Rapports adoptés

12 rapports ont été adoptés, soit à la suite d'une saisine antérieure à 2015, soit en conclusion d'une audition publique.



➥ Les drones et la sécurité des installations nucléaires (compte rendu restreint de l'audition du 24 novembre 2014 à 14 heures, compte rendu de l'audition publique ce même jour à 16h30 et présentation des conclusions le 26 novembre 2014)

*Rapporteurs : **M. Jean-Yves Le Déaut**, député, et **M. Bruno Sido**, sénateur. Rapport déposé le 29 janvier 2015 - Assemblée nationale n° 2533 (14e législature - Sénat n° 267 (2014-2015).*

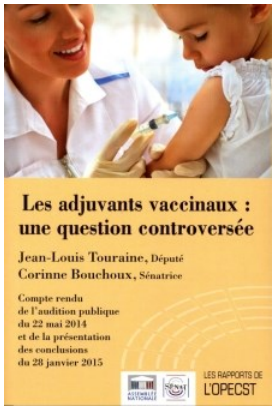
A la fin de l'année 2014, une vingtaine de drones a survolé les centrales et autres installations nucléaires françaises, en violation de la loi. Organisées par l'OPECST, deux auditions, l'une confidentielle et l'autre publique, ont réuni, le 24 novembre 2014, les principales parties prenantes.

S'il est apparu que les drones civils ne constituent pas une menace de nature nouvelle et dangereuse, les débats ont montré la nécessité d'accroître la coordination entre l'Autorité de sûreté nucléaire et les autorités régaliennes responsables de la sécurité nucléaire, de renforcer la législation pénale interdisant l'approche des installations industrielles à risques et d'améliorer la formation des pilotes de drones.

Au cours des débats, le besoin d'une reconstitution du Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire (HCTISN) a été rappelé avec insistance car, face à ces circonstances suscitant des interrogations dans la population, le Haut Comité aurait été à même de jouer un rôle central en matière d'information des citoyens.

➥ Les adjuvants vaccinaux : une question controversée (compte rendu de l'audition publique du 22 mai 2014 et de la présentation des conclusions du 28 janvier 2015

*Rapporteurs : **M. Jean-Louis Touraine**, député, et **M. Bruno Sido**, sénateur. Rapport déposé le 29 janvier 2015 - Assemblée nationale n° 2534 (14e législature) - Sénat n° 266 (2014-2015)*



Sous la présidence de Mme Corinne Bouchoux, sénatrice, et de M. Jean-Louis Touraine, député, l'OPECST a organisé, le 22 mai 2014, une audition publique sur le thème :« *Les adjuvants vaccinaux : une question controversée* ».

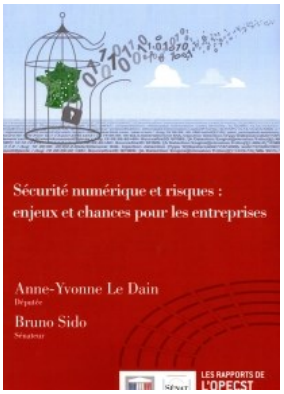
Depuis plusieurs décennies, des sels d'aluminium sont ajoutés dans certains vaccins pour en assurer l'efficacité. Ces adjuvants ont pour rôle de stimuler la réaction immunitaire, ce qui, pour certains scientifiques, permet de réduire la fréquence et la sévérité des réactions inflammatoires locales. En revanche, depuis plus d'une quinzaine d'années, des études ont insisté sur l'existence de liens entre ces adjuvants et certaines pathologies et ont conclu à la nécessité d'analyser les effets à long terme des sels d'aluminium.

Deux tables rondes réunissant les principaux acteurs ont été organisées afin de faire le point sur les effets des adjuvants et sur les pistes qui pouvaient être envisagées dans l'avenir pour surmonter les controverses.

Lors de la présentation de leurs conclusions le 28 janvier 2015, Mme Corinne Bouchoux et M. Jean-Louis Touraine ont souligné que, malgré la diversité des points de vue, un consensus s'était dégagé sur trois catégories de recommandations : l'intensification de la recherche, son financement dans des conditions permettant de fonder une expertise indépendante et l'amélioration de l'efficacité du système d'alerte.

➥ *Sécurité numérique et risques : enjeux et chances pour les entreprises*

*Rapporteurs : **Mme Anne-Yvonne Le Dain**, députée, et **M. Bruno Sido**, sénateur. Rapport déposé le 2 février 2015 - Assemblée nationale n° 2541 (14e législature) - Sénat n° 271 (2014-2015)*



À l'heure de l'omniprésence du numérique et du développement constant de ses spectaculaires potentialités, les entreprises doivent pouvoir compter sur des outils numériques sécurisés. Or, chaque jour, de tous côtés, les exemples de nouvelles vulnérabilités se multiplient.

L'escalade entre les failles découvertes et les parades pour y remédier semble sans fin, d'autant plus que l'origine de ces fragilités réside dans nombre de comportements humains irréfléchis et dans la lenteur de l'indispensable prise de conscience.

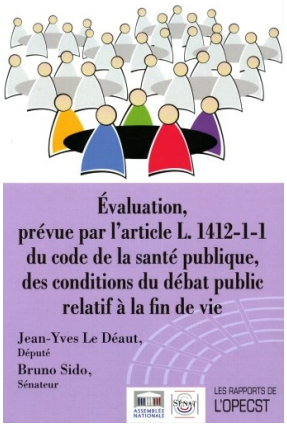
Après avoir entendu plus d'une centaine de personnes et analysé en détail les atouts et les fragilités des messages numériques et de leurs canaux de diffusion, l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques propose d'abord une trentaine de recommandations d'ordre général (culture du numérique, souveraineté, coopération entre les acteurs, droit européen de la donnée) puis un *vade-mecum* de sécurité numérique à l'usage des entreprises qui voudront bien s'attacher à la construction réfléchie et évolutive dont dépend leur future prospérité.

Face à la mondialisation numérique, l'élaboration de solutions se révèle être d'abord individuelle et nationale pour éviter que les entreprises françaises acquiescent elles-mêmes au pillage de leurs données en les offrant en libre-service.

➥ *L'évaluation, prévue par l'article L. 1412-1-1 du code de la santé publique, des conditions du débat public relatif à la fin de vie*

*Rapporteurs : **M. Jean-Yves Le Déaut**, député, et **M. Bruno Sido,** sénateur. Rapport déposé le 5 mars 2015 - Assemblée nationale 2621 (14e législature) - Sénat n° 326 (2014-2015)*

Ce rapport rend compte d'une évaluation du débat public relatif à la fin de vie, que l'OPECST était tenu d'établir en application de l'article L. 1412-1-1 du code de la santé publique, résultant de l'article 46 de la loi du 7 juillet 2011 relative à la bioéthique.



Il fait suite au rapport de synthèse sur le débat public sur la fin de vie, que le Comité consultatif national d'éthique (CCNE) a présenté à l'OPECST le 9 décembre 2014.

Il a été présenté à l'OPECST le 4 mars 2015 dans la perspective de la discussion – par l'Assemblée nationale, à partir du 10 mars 2015 – de la proposition de loi de MM. Alain Claeys et Jean Leonetti, députés, créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie.

À ce titre, l'OPECST a adopté deux amendements présentés par M. Jean-Yves Le Déaut, député, président de l'Office, et M. Bruno Sido, sénateur, premier vice-président.

Il s'agirait d'abord, pour l'avenir, de préciser la portée de l'évaluation effectuée par l'OPECST, en indiquant qu'elle a pour objet la présentation des enjeux scientifiques sous-jacents au débat public. Il s'agirait en outre de permettre à la Commission nationale du débat public (CNDP), à la suite d'une décision explicite du Gouvernement, d'apporter son concours et son soutien méthodologique au CCNE pour l'organisation d'un débat public relatif à des projets de réforme relatifs à la bioéthique.

➥ ***Construire une société nouvelle, améliorer notre compétitivité grâce à la recherche environnementale (compte rendu de l'audition publique du 3 juillet 2014 et de la présentation des conclusions du 28 janvier 2015)***

*Rapporteurs : **M. Jean-Yves Le Déaut** et **Mme Anne-Yvonne Le Dain**, députés, et **M. Bruno Sido**, sénateur. Rapport déposé le 11 mars 2015 - Assemblée nationale n° 2626 (14e législature) - Sénat n° 333 (2014-2015)*

En partenariat avec l'Alliance nationale de recherche pour l'environnement (AllEnvi), l'OPECST a organisé, le 3 juillet 2014, une audition publique destinée à faire le point sur les retombées de la recherche environnementale pour la société et l'environnement. AllEnvi fédère, programme et coordonne la recherche environnementale française pour relever les grands défis sociétaux de l'alimentation, de l'eau, du climat et des territoires. Elle comprend notamment le CIRAD, le CNRS, l'IFREMER, l'INRA et l'IRSTEA.

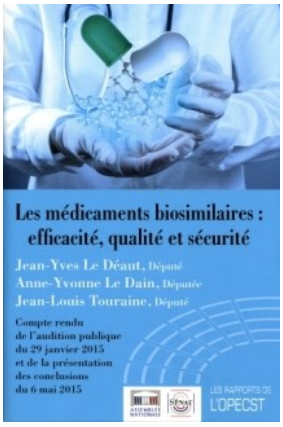
Au cours de quatre tables rondes, plusieurs réalisations significatives ont été mises en avant dans des domaines diversifiés de la recherche environnementale, tels que la mesure de la qualité de l'air intérieur, la gestion du risque inondation ou encore le biocontrôle des productions agricoles. Ces exemples concrets de partenariats d'entreprises ou de collectivités publiques avec des organismes de recherche ont permis d'illustrer les impacts de ces recherches sur la société et de démontrer leur utilité.

Dans les conclusions qu'elle a présentées le 28 janvier 2015 devant les membres de l'Office parlementaire, Mme Anne-Yvonne Le Dain a souligné la nécessité de développer des moyens de financement adaptés aux temps de cycles longs de la recherche environnementale, d'accélérer les processus d'homologation, de mieux prendre en compte l'innovation dans l'évaluation des chercheurs et des laboratoires, ainsi que de construire de véritables filières, allant de la recherche fondamentale jusqu'aux start-up et PME, en suscitant le soutien de grands groupes industriels français.

➥ ***Les médicaments biosimilaires (compte rendu de l'audition publique du 29 janvier 2015 et de la présentation des conclusions du 6 mai 2015***

*Rapporteurs : **MM. Jean-Yves Le Déaut** et **Jean-Louis Touraine** et **Mme Anne-Yvonne Le Dain**, députés. Rapport déposé le 12 mars 2015 - Assemblée nationale n° 2760 (14e législature) - Sénat n° 439 (2014-2015)*

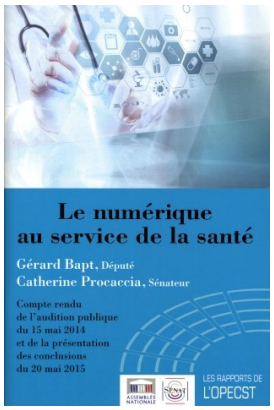
Apparus à la fin des années 1970, les « biomédicaments » sont issus des biotechnologies. 80 % des nouveaux médicaments sont maintenant fabriqués avec ces technologies. Ils constituent des avancées majeures pour lutter contre des maladies chroniques graves ou invalidantes telles que certains cancers, les déséquilibres thyroïdiens, les insuffisances rénales ou encore le diabète. Au cours des cinq prochaines années, un grand nombre de brevets tombera dans le domaine public. D'ores et déjà, dans un marché globalisé, de nombreux laboratoires pharmaceutiques développent et mettent sur le marché des médicaments « biosimilaires », sur le même schéma que les génériques pour les médicaments chimiques. Les régimes d'assurance maladie attendent des économies substantielles de cette interchangeabilité.



L'audition publique réalisée par l'OPECST le 29 janvier 2015 a réuni l'ensemble des parties prenantes sur ce sujet. Elle a montré la spécificité des biosimilaires par rapport aux médicaments biologiques. Il s'agit maintenant de définir les modalités selon lesquelles un biosimilaire pourrait être amené à remplacer un biomédicament de référence, avec les mêmes exigences en termes d'efficacité, de qualité et de sécurité : amélioration de la connaissance scientifique de ces médicaments, certification du processus de production, dénomination des molécules, conditions de substitution, rôle de la direction de la qualité du médicament du Conseil de l'Europe, pharmacovigilance enfin.

➥ *Le numérique au service de la santé (compte rendu de l'audition publique du 15 mai 2014 et de la présentation des conclusions du 20 mai 2015)*

*Rapporteurs : **M. Gérard Bapt**, député, et **Mme Catherine Procaccia**, sénateur. Rapport déposé le 26 mai 2015 - Assemblée nationale n° 2801 (14e législature) - Sénat n° 465 (2014-2015)*



À la suite d'une saisine par la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, l'OPECST a organisé, le 15 mai 2014, une audition publique, ouverte à la presse, réunissant l'ensemble des parties prenantes sur le thème du numérique au service de la santé.

Les échanges ont montré la véritable révolution que représente ce que l'on dénomme l'« e-santé » en termes de technologies et de parcours coordonné de santé : dossier médical personnel, hôpital numérique, hospitalisation à domicile, télémédecine… L'offre de la filière industrielle est foisonnante.

Mais la profusion des données de santé (« *Big Data* ») comporte autant de potentialités que de risques (protection des données personnelles). L'audition publique a ainsi permis d'identifier, pour tous ces domaines nouveaux, les besoins d'un cadre juridique complémentaire nécessaires à leur déploiement.

➥ *La, filière semencière française : état des lieux et perspectives (compte rendu de l'audition publique du 22 janvier 2015 et de la présentation des conclusions du 8 juillet 2015)*

*Rapporteurs : **M. Jean-Yves Le Déaut** et **Mme Anne-Yvonne Le Dain**, députés, et **M. Bruno Sido**, sénateur. Rapport déposé le 9 juillet 2015 - Assemblée nationale n° 2967 (14e législature) - Sénat n° 612 (2014-2015)*

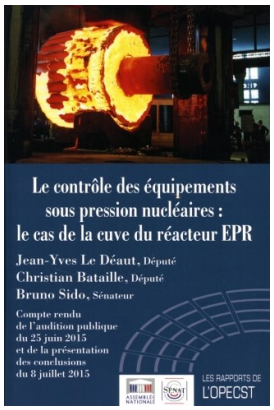
L'agriculture est confrontée actuellement à un double défi : améliorer les rendements, afin d'assurer la sécurité alimentaire de la population mondiale en constante augmentation, et préserver l'environnement et la biodiversité, dans un souci de développement durable. La filière semencière se trouve au cœur de ces objectifs cruciaux. La présente audition publique s'est attachée à dresser un état des lieux de la filière semencière française, en faisant appel aux principaux acteurs de celle-ci, chercheurs, entreprises et agriculteurs, au travers des organismes qui les regroupent et les représentent (organismes de recherche, groupements professionnels, associations).

Cette audition a permis de faire ressortir l'excellence, le dynamisme et le caractère innovant de la filière française, premier producteur européen et deuxième exportateur mondial de semences. Cette filière, stratégique pour la compétitivité de l'agriculture française, est pourvoyeuse d'emplois et de valeur ajoutée sur l'ensemble du territoire. Il est essentiel de la soutenir et de la développer, grâce à un cadre réglementaire adapté et à des politiques publiques prenant en compte les progrès technologiques.

L'audition a mis l'accent tout particulièrement sur le système de protection des droits de propriété intellectuelle adopté par la France en matière de création variétale, désormais également adopté au niveau européen. Ce système du certificat d'obtention végétale (COV) permet d'assurer le financement de la recherche variétale en préservant les intérêts économiques des obtenteurs, et en présentant moins de risques d'appropriation du vivant que le système du brevet. Il ressort également de l'audition qu'il est important de prendre en considération les demandes de l'ensemble des acteurs de la filière et de parvenir à une solution équilibrée entre semences certifiées et semences de ferme.

➥ ***Le contrôle des équipements sous pression nucléaires : le cas de la cuve du réacteur EPR (compte rendu de l'audition publique du 25 juin 2015 et de la présentation des conclusions du 8 juillet 2015)***

*Rapporteurs : **MM. Jean-Yves Le Déaut** et **Christian Bataille**, députés, et **M. Bruno Sido,** sénateur. Rapport déposé le 9 juillet 2015 - Assemblée nationale n° 2968 (14e législature) - Sénat n° 613 (2014-2015)*



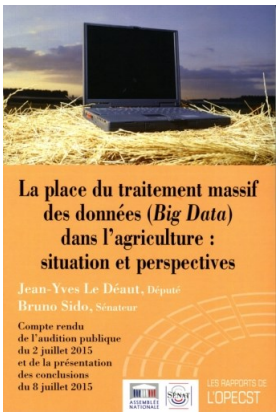
Depuis sa création en 1983, l'OPECST a toujours porté une attention particulière à la sûreté nucléaire, l'organisation de son contrôle et l'amélioration de sa transparence. Une quinzaine de rapports de l'Office ont ainsi été consacrés à cette question. Alertés par le président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), M. Pierre-Franck Chevet, sur les enjeux des anomalies de fabrication détectées sur la cuve de l'EPR de Flamanville, MM. Jean-Yves Le Déaut et Christian Bataille, députés, ainsi que M. Bruno Sido, sénateur, ont souhaité réunir, dans le cadre d'une audition publique, les principaux acteurs concernés afin de faire toute la lumière sur la nature de ces défauts, les conditions de leur identification et les mesures correctives envisageables.

Dans les conclusions qu'il a présentées, le 8 juin 2015, devant les membres de l'Office, M. Christian Bataille a rappelé que l'organisation de cette audition avait permis de lever toute ambiguïté quant à la position des différents acteurs concernés sur la nature de l'anomalie identifiée, tout en démontrant que ce problème, complexe sur le plan scientifique, était pris en charge de la façon la plus sérieuse. Par ailleurs, il a souligné la nécessité, d'une part, de relancer la recherche et l'enseignement en science des métaux et, d'autre part, de redéfinir une véritable politique industrielle pour la filière nucléaire. Enfin, il a constaté que les difficultés rencontrées dans la fabrication de la cuve de l'EPR illustraient l'importance, dans le contexte de la mondialisation, du maintien d'un lien permanent entre sciences, technologies et choix politiques, ce à quoi s'emploie en permanence l'OPECST.

➥ ***La place du traitement massif des données (*Big Data*) dans l'agriculture : situation et perspectives (compte rendu de l'audition publique du 2 juillet 2015 et de la présentation des conclusions du 8 juillet 2015)***

*Rapporteurs : **M. Jean-Yves Le Déaut**, député, et **M. Bruno Sido**, sénateur. Rapport déposé le 9 juillet 2015 - Assemblée nationale n° 2969 (14e législature) - Sénat n° 614 (2014-2015)*

Comme dans d'autres secteurs d'activité, le traitement massif des données (*Big Data*) a fait irruption dans le domaine de l'agriculture pour offrir des services techniques d'assistance aux exploitants agricoles, leur permettant de développer une « agriculture de précision » qui vise, grâce à une utilisation bien plus efficace des intrants, une diminution simultanée des coûts et de l'empreinte environnementale.



L'offre nord-américaine occupe une position de pointe sur les services associés au *Big Data* et l'emprise qui en résulte pourrait porter atteinte à l'indépendance des productions agricoles française et européenne.

Après avoir analysé les principes du *Big Data* et la manière dont ceux-ci sont mis en œuvre dans l'agriculture, l'audition publique de l'OPECST du 2 juillet 2015 s'est attachée à examiner les stratégies permettant de développer une offre autonome compétitive en agriculture de précision. La communauté agricole française s'est montrée prête à une mobilisation en ce sens à partir de la constitution d'une plateforme commune de gestion des données. Elle attend du Gouvernement non pas une protection, mais l'établissement d'un cadre clair pour cette gestion de données et l'encouragement à l'offre de services innovants. La mise à disposition, par l'Agence spatiale européenne, de données satellitaires agricoles en mode ouvert (*Open Source*) montre la voie d'une réaction dynamique et constructive.

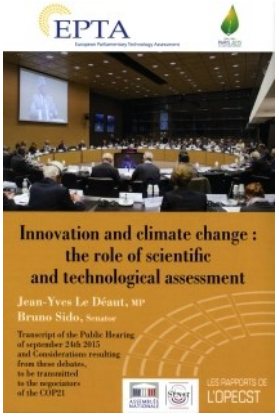
Les conclusions de l'OPECST ont souligné le besoin d'une implication d'autant plus forte du Gouvernement sur ce dossier que la préservation de la souveraineté en matière d'agriculture a pour enjeu, en arrière-plan, la maîtrise cruciale du développement du territoire.

➥ ***Innovation et changement climatique : l'apport de l'évaluation scientifique et technologique (compte rendu de l'audition publique du 24 septembre 2015 et considérations issues des débats en vue d'une transmission aux négociateurs de la COP21) - versions française et anglaise***

*Rapporteurs : **M. Jean-Yves Le Déaut**, député, et **M. Bruno Sido,** sénateur. Rapport déposé le 9 novembre 2015 - Assemblée nationale n° 3206 (14e législature) - Sénat n° 147 (2015-2016)*

La conférence du 24 septembre 2015 a été organisée pour marquer le trentième anniversaire du premier rapport de l'OPECST à l'occasion de la présidence française en 2015 de l'*European Parliamentary Technology Assessment (EPTA)*, le réseau européen des structures chargées de l'évaluation scientifique et technologique auprès des parlements d'Europe.

Conçue comme une contribution à la préparation de la COP21 dont elle a reçu le label, cette conférence a rassemblé, au-delà de l'*EPTA*, plus de deux cents personnalités provenant de trente pays différents, dont vingt-sept parlementaires de pays européens.



Elle a notamment permis de discuter des propositions contenues dans un « Livre vert » que l'OPECST et les membres de l'*EPTA* avaient préparé sur la base de leurs travaux respectifs d'évaluation scientifique et technologique dans quatre domaines clefs pour l'innovation au service de la lutte contre le changement climatique : le bâtiment, l'alimentation, les transports, l'implication des citoyens dans la gestion des technologies intelligentes.

Le présent rapport rassemble les actes de cette conférence, les « considérations » adoptées en conclusion par l'*EPTA* et le « Livre vert » reprenant les évaluations des politiques mises en œuvre dans les pays membres de l'*EPTA*.

➥ ***La politique spatiale européenne (compte rendu de l'audition publique du 7 juillet 2015 et de la présentation des conclusions du 24 novembre 2015)***

*Rapporteurs : **M. Jean-Yves Le Déaut**, député, **Mme Catherine Procaccia** et **M. Bruno Sido**, sénateurs. Rapport déposé le 25 novembre 2015 - Assemblée nationale n° 3253 (14e législature) - Sénat n° 192 (2015-2016)*

Les technologies spatiales et leurs applications font l'objet d'une évaluation régulière de l'OPECST depuis 1991. Dans la continuité de leur rapport de 2012 sur la politique spatiale européenne, Mme Catherine Procaccia et M. Bruno Sido ont organisé une audition publique, le 7 juillet 2015, pour prendre en compte les évolutions intervenues depuis trente mois : nouvelle gouvernance européenne, intensification de la concurrence avec notamment l'américain SpaceX, propulsion électrique des satellites, projets de lancement par les « GAFA » de milliers de microsatellites de communication.

Au nombre des conclusions qu'ils tirent de cette audition publique, qui sont autant de recommandations pour la stratégie spatiale européenne et sa déclinaison industrielle, figurent leur soutien à la décision prise à Luxembourg, en décembre 2014, de confirmer la construction du nouveau lanceur Ariane 6 à l'horizon 2020 et la nécessité d'assurer une veille active sur les possibles ruptures technologiques, afin que l'Europe ne rate pas le tournant des lanceurs réutilisables.

Etudes en cours

5 études sont menées par l'Office fin 2015 :

- *Les enjeux stratégiques des terres rares*
  Saisine de la commission des affaires économiques du Sénat du 24 février 2014
  Rapporteurs : **M. Patrick Hetzel**, député, et **Mme Delphine Bataille**, sénatrice
- *La question des diverses utilisations de la biomasse*
  Saisine de la commission des affaires économiques du Sénat du 17 avril 2014
  Rapporteur : **M. Roland Courteau**, sénateur
- *Les enjeux et perspectives de l'épigénétique*
  Saisine de la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale du 23 juin 2014
  Rapporteurs : **MM. Alain Clayes** et **Jean-Sébastien Vialatte**, députés
- *Les nouveaux enjeux juridiques résultant du développement des applications de la robotique*
  Rapporteurs : **M. Jean-Yves Le Déaut**, député, et **M. Bruno Sido**, sénateur
- *Les enjeux économiques et environnementaux des biotechnologies*
  Rapporteurs : **M. Jean-Yves Le Déaut**, député, et **Mme Catherine Procaccia**, sénateur

Dans la désignation des rapporteurs, le Bureau de l'Office s'efforce de respecter la triple parité : politique (majorité et opposition), bicamérale (Assemblée nationale et Sénat) et de sexe (homme et femme).

Auditions publiques dans le cadre d'un rapport

5 auditions publiques dans le cadre de saisines de l'Office donnant lieu à rapport ont été organisées en 2015 en présence de la presse :

Les enjeux et perspectives de l'épigénétique
Deux auditions publiques organisées par **MM. Alain Claeys** et **Jean-Sébastien Vialatte**, députés, sur :
- *Épigénétique : une nouvelle logique du vivant ?,* le mardi 16 juin 2015
- *Les enjeux éthiques et sociétaux de l'épigénétique,* le mercredi 25 novembre 2015

La question des diverses utilisations de la biomasse
Une audition publique organisée par **M. Roland Courteau**, sénateur, sur:
- *La stratégie pour la biomasse en France: un pas vers la bioéconomie*, le jeudi 25 juin 2015

Les enjeux stratégiques des terres rares
Une audition publique organisée par **M. Patrick Hetzel**, député, et **Mme Delphine Bataille**, sénatrice, sur :
- *La mise en place d'une politique des terres rares et des matières premières stratégiques et critiques,* le lundi 6 juillet 2015

Les **comptes rendus** des auditions publiques sont **publiés intégralement** en annexe aux rapports.

Auditions publiques d'actualité

8 auditions publiques sur des sujets d'actualité choisis par le bureau de l'Office ont été organisées en 2015 en présence de la presse :

Mardi 20 janvier 2015
« *État des lieux de la gestion actuelle de l'apaisement de la douleur et perspectives médicales de son amélioration* », organisée par **M. Jean-Yves Le Déaut** et **Mme Catherine Lemorton**, députés, et **MM. Bruno Sido** et **Alain Milon**, sénateurs

Jeudi 22 janvier 2015
« *La filière semencière française : état des lieux et perspectives* », organisée par **M. Jean-Yves Le Déaut** et **Mme Anne-Yvonne Le Dain**, députés, et **M. Bruno Sido**, sénateur, le jeudi 22 janvier 2015

Jeudi 29 janvier 2015
« *Les médicaments biosimilaires* », organisée par **M. Jean-Yves Le Déaut** et **Mme Catherine Lemorton**, députés, et **M. Bruno Sido**, sénateur

Jeudi 25 juin 2015
« *Le contrôle des équipements sous pression nucléaires : le cas de la cuve du réacteur EPR* », organisée par **M. Jean-Yves Le Déaut**, député, et **M. Bruno Sido**, sénateur

Jeudi 2 juillet 2015
« *La place du traitement massif des données (*Big data*) dans l'agriculture : situation et perspectives* », organisée par **M. Jean-Yves Le Déaut**, député, et **M. Bruno Sido**, sénateur

Mardi 7 juillet 2015
« *La politique spatiale européenne* », organisée par **M. Jean-Yves Le Déaut**, député, **M. Bruno Sido** et **Mme Catherine Procaccia**, sénateurs

Mardi 13 octobre 2015
« *Les ressources génétiques végétales, de l'amélioration à la conservation des espèces : le modèle français* », organisée par **M. Jean-Yves Le Déaut** et **Mme Anne-Yvonne Le Dain**, députés, et **M. Bruno Sido**, sénateur

Vendredi 13 novembre 2015
« *L'état de l'art en matière de mesure des émissions de particules et de polluants par les véhicules. Regards croisés* », organisée par **M. Denis Baupin**, député, et **Mme Fabienne Keller**, sénatrice

Jeudi 10 décembre 2015
« *Les robots et la loi* », organisée par **M. Jean-Yves Le Déaut**, député, et **M. Bruno Sido**, sénateur

Chaque audition publique d'actualité fait l'objet d'une présentation devant l'Office par les rapporteurs, le compte rendu et la discussion faisant systématiquement l'objet d'une publication sous la forme d'un rapport d'information de l'Office.

Réunions de l'Office

14 réunions statutaires de l'Office se sont tenues au cours de l'année 2015, dont **3 ont été ouvertes à la presse** :

- **le 15 avril**, réunion au cours de laquelle, en application de la loi du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire, le Collège de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) a présenté son rapport annuel d'activité ;

- **le 6 mai 2015**, audition de Mme Anne Courrèges, directrice générale de l'Agence de la biomédecine ;

- **le 8 juillet 2015**, audition de M. Etienne Crépon, président du Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB).

A celles-ci s'ajoute **1 réunion** avec le Conseil scientifique le 9 juin 2015.

Interventions et publications des députés

36 discours ont été prononcés en 2015 par les membres de l'OPECST en lien avec leurs rapports antérieurs dans des manifestations extérieures au Parlement. **5 publications** on été publiés dans les revues ayant sollicité des membres de l'OPECST suite à leurs rapports.

9 janvier 2015
Intervention de **M. Jean-Yves Le Déaut,** président de l'OPECST, au colloque-forum « *Réinventer l'alliance sciences-sociétés : un impératif démocratique* », organisé par l'Alliance Sciences et sociétés et l'IFRIS au Palais du Luxembourg

27 janvier 2015
Présentation par **M. Jean-Yves Le Déaut** de son rapport sur « *Les freins réglementaires à l'innovation en matière d'économies d'énergie dans le bâtiment : le besoin d'une thérapie de choc* » devant la commission du développement durable de l'Assemblée nationale, en présence de la ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité, Mme Sylvia Pinel

28 janvier 2015
Interventions de **MM. Jean-Yves le Déaut** et **Denis Baupin**, députés, et **M. Michel Berson**, sénateur, à un colloque sur le thème « *Principe d'innovation. Principe de précaution* » organisé dans le cadre de la « Semaine de la science » à l'Espace Marcel Carné, Saint-Michel-sur-Orge

11 février 2015
Participation de **M. Jean-Yves Le Déaut** à l'inauguration du salon du Numérique INRIA Sénat, en présence de M. Gérard Larcher, président du Sénat, et **M. Bruno Sido**, premier vice-président de l'OPECST

26 février 2015
Restitution, par **M. Jean-Yves Le Déaut**, de son rapport sur « *Les freins réglementaires à l'innovation en matière d'économies d'énergie dans le bâtiment : le besoin d'une thérapie de choc* » à l'ambassade de France à Berlin

16 mars 2016
Intervention de **M. Jean-Yves Le Déaut** au Waste Management Forum 2015 de Phoenix, Arizona, portant sur « *Le cadre institutionnel français pour la gestion des déchets, les enjeux et les perspectives pour les années à venir* »

31 mars 2015
Intervention de **M. Jean-Yves Le Déaut** à une conférence organisée par Le Moniteur sur « *Les certificats d'économies d'énergie (CEE), levier ou frein à l'innovation* »

7 avril 2015
Présentation, par **M. Jean-Yves Le Déaut**, devant les membres du groupe d'études sur les économies circulaires, du rapport sur « *Les freins réglementaires à l'innovation en matière d'économies d'énergie dans le bâtiment : le besoin d'une thérapie de choc* »

20-23 avril 2015
Interventions de **M. Jean-Yves Le Déaut** dans le cadre de la 17e séance de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) à Strasbourg :
- d'une part, sur les consultations citoyennes ;
- d'autre part, dans le cadre d'un rapport sur les « *Drones et exécutions ciblées : la nécessité de veiller au respect des droits de l'homme et du droit international* »

4 mai 2015
Intervention de **M. Jean-Yves Le Déaut** à la conférence internationale sur le thème « *Technologies émergentes et droits de l'homme* » organisée par le Comité de bioéthique du Conseil de l'Europe à Strasbourg, DH Bio

Interventions et publications des députés (suite)

21 mai 2015

Intervention de **M. Jean-Yves Le Déaut** à Bure (Meuse), sur le thème : « *A quelles conditions un stockage géologique profond est-il acceptable ?* ».

5 juin 2015

Intervention de **M. Jean-Yves Le Déaut** dans le colloque « Science and You » organisé à Nancy, sur le thème « *30 ans de l'OPECST, 30 ans d'évaluation en amont de la législation* ».

11 juin 2015

Intervention de **M. Jean-Yves Le Déaut** lors d'un atelier organisé par l'association Équilibre des énergies sur le thème : « *Quelle place pour l'innovation en matière d'économie d'énergie dans le bâtiment ?* », au restaurant Waknine, Paris 16e.

16 juin 2015

- Intervention de **M. Laurent Kalinowski**, député, dans un colloque organisé par I-Tésé (CEA) sur « *L'hydrogène dans la transition énergétique* » ;
- Intervention de **M. Jean-Yves Le Déaut** au Bourget, dans le stand du CNES, à l'occasion du salon aéronautique.

17 juin 2015

- Intervention de **M. Jean-Yves Le Déaut** devant la commission Recherche de la Conférence des présidents d'universités (CPU) ;
- Présentation de l'OPECST devant les élèves ingénieurs de l'Ecole des mines.

26 juin 2015

Rentrée solennelle de l'Académie des sciences avec **Mmes Anne-Yvonne Le Dain** et **Maud Olivier** et **M. Jean-Yves Le Déaut**, députés.

24 juin 2015

Intervention de **M. Christian Bataille**, député, vice-président de l'OPECST, dans un colloque organisé par la Société française d'énergie nucléaire (SFEN) sur le thème « *Sciences et décision politique* ».

10 septembre 2015

Intervention de **M. Jean-Yves Le Déaut** dans un colloque organisé par Valeurs vertes sur le thème « *Santé-environnement : quelles sont les priorités des Français ?* ».

30 septembre 2015

Intervention de **M. Jean-Yves Le Déaut** dans une audition parlementaire de l'APCE sur le thème « *Fabrication d'une nouvelle espèce humaine ?* » à Strasbourg (Implications éthiques et sanitaires de l'ingénierie du génome).

6 octobre 2015

Interventions de **M. Jean-Yves Le Déaut** :
- à Sciences Po sur les médicaments biosimilaires ;
- au ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, dans un colloque organisé par la fondation FondaMental sur le thème « *Recherche sur les maladies psychiatriques : quelle stratégie en France et en Europe ?* ».

14 octobre 2015

Intervention de **M. Denis Baupin**, député, dans un colloque sur « *La méthodologie de l'estimation du coût du démantèlement des installations nucléaires* » organisé par la SFEN.

22 octobre 2015

Intervention de **M. Jean-Yves Le Déaut**, dans le cadre de l'APCE à Strasbourg, d'une part, sur la génomique, d'autre part, sur les facteurs de succès et les leviers d'innovation dans le bâtiment.

Interventions et articles des députés (suite)

27 octobre 2015

Intervention de **M. Jean-Yves Le Déaut** à Atlanta (Géorgie), dans le cadre des journées France-Amérique, dans un séminaire conjoint de Georgia Tech et l'École des arts et métiers sur « *L'usine du futur* ».

3 novembre 2015

Intervention de **Mme Anne-Yvonne Le Dain**, députée, vice-présidente de l'OPECST, à la réunion de l'ANRT (Association nationale Recherche Energie) en présence de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

4 novembre 2015

Intervention de **M. Jean-Yves Le Déaut** dans une conférence annuelle organisée par les commissions locales d'information (CLI) sur « *La transparence en matière de sûreté des installations nucléaires* », à La Chesnaie du Roy, Paris.

19 novembre 2015

Intervention de **M. Jean-Yves Le Déaut** dans le colloque **s**ur le thème « *Expertise, opinion et décision publiques* » organisé par le conseil scientifique de l'Association française pour la prévention des catastrophes naturelles, le Conseil général de l'environnement et du développement durable et la Commission nationale du débat public, à la Maison de l'Amérique latine, Paris.

26 novembre 2015

Intervention de **Mme Catherine Procaccia**, sénateur, dans un colloque organisé par la Société française d'énergie nucléaire (SFEN) sur le thème « *Nucléaire et environnement* ».

8 décembre 2015

Intervention de **M. Jean-Yves Le Déaut** au Collège de France à l'occasion de la remise du prix OPECST-Inserm au professeur Sahel.

9 décembre 2015

Interventions de **M. Jean-Yves Le Déaut** :
- à Bruxelles, lors d'une conférence organisée par le Science and Technology Options Assessment (STOA) sur « *L'optique quantique autour de Serge Haroche* », prix Nobel 2012 ;
- devant les salariés d'EDF sur le thème de l'énergie nucléaire.

——-

● Article pour **MM. Jean-Yves Le Déaut** et **Laurent Kalinowski**, députés, sur « *Le gaz, vecteur d'indépendance énergétique* », pour insertion dans La Revue du Trombinoscope, mai 2015 ;

● Article pour **M. Laurent Kalinowski**, député, sur « *L'hydrogène : vecteur de la transition énergétique ?* », pour insertion dans la Lettre de l'I-Tésé de juillet 2015 ;

● Interview de **M. Jean-Yves Le Déaut**, député, président de l'OPECST, sur « *la ruralité, l'urbanité, les smart grids et la solidarité énergétique* », par l'Institut Tendances, publiée sur le site internet « Réseau durable » ;

● Interview de **M. Jean-Yves Le Déaut** par « Contexte », sur CIGEO, octobre 2015 ;

● Article de **M. Jean-Yves Le Déaut,** député, sur « *La chimie, un allié indispensable de la transition énergétique* », pour insertion dans La Revue du Trombinoscope, septembre 2015 ;

● Article pour **M. Alain Claeys**, député, sur l'affaire Lambert, pour insertion dans la Revue générale de droit médical, automne 2015.

Relations avec la communauté scientifique :

Bien que cette mission n'ait pas été explicitement prévue par la loi, l'OPECST a été conduit à développer des relations institutionnelles avec les acteurs de la communauté scientifique et technologique.

1. Académie des sciences

13 « trinômes » avec l'Académie des sciences :

Rapprocher les mondes politique et scientifique, qui jouent l'un et l'autre un rôle essentiel dans la nation mais se connaissent trop peu, est de plus en plus nécessaire pour faire face aux grands enjeux actuels : tel est l'objet du **partenariat entre le Parlement et l'Académie des sciences**. L'organisation de sa **sixième session**, les **31 mars et 1er avril 2015**, démontre qu'il s'agit désormais d'une initiative inscrite dans la durée.

Créés en 2005 par l'OPECST et l'Académie des sciences, les **jumelages** organisés dans le cadre de ce partenariat permettent aux parlementaires de mieux connaître le milieu de la recherche grâce à des contacts personnels et une expérience de terrain. Ils offrent également la possibilité aux académiciens et aux jeunes chercheurs de découvrir la réalité du travail parlementaire, tant à Paris que dans les circonscriptions.

13 « trinômes » en 2015 : la base des jumelages politiques-scientifiques repose sur la constitution de « trinômes ». Chaque trinôme comprend **un parlementaire**, député ou sénateur, membre de l'Office ou de l'une des commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat, **un membre de l'Académie des sciences** et un **jeune chercheur** dont la participation symbolise la vitalité de la recherche française et son avenir.

Les jumelages se déroulent en trois phases : accueil des scientifiques au Parlement, visite des parlementaires dans les laboratoires des membres de l'Académie des sciences et des jeunes chercheurs, accueil des scientifiques dans la circonscription du parlementaire avec lequel ils sont jumelés. Ainsi s'instaure un dialogue fructueux, contribuant à favoriser la relation entre science et société.

La désignation des prochains trinômes aura lieu en 2018.

2. Visites en France

Les études ont conduit les parlementaires membres de l'OPECST à effectuer **4 déplacements** en France pour aller à la rencontre de certains acteurs importants dans les domaines concernés et pour visiter des laboratoires et des installations.

- **le 4 juin 2015**, visite conjointe de l'OPECST, représenté par **Mme Marie-Christine Blandin**, sénatrice, et de la CNE2 du chantier de déconstruction de Chooz A et aperçu de la station de pompage-turbinage de Revin (Ardennes françaises) - audition de M. Bertrand Martelet, directeur du CIDEN (Centre d'ingénierie déconstruction environnement) et de M. Olivier Vidalinc, directeur du GEH Revin

- **le 26 novembre 2015**, visite de l'université Paris Saclay par **Mmes Anne-Yvonne Le Dain** et **Maud Olivier**, **MM. Jean-Yves Le Déaut,**et **Claude de Ganay**, députés

- **le 9 décembre 2015**, déplacement de **MM. Alain Claeys** et **Jean-Sébastien Vialatte**, députés, à Toulouse, dans le cadre de leur étude sur « *Les enjeux et perspectives de l'épigénétique* »

- **le 14 décembre 2015**, participation de **M. Jean-Yves Le Déaut**, député, et de **M. Bruno Sido**, sénateur, à la présentation de la Stratégie nationale de la recherche

- **le 17 décembre 2015**, visite du laboratoire P4 Inserm à Lyon par **M. Jean-Yves Le Déaut** et **Mme Anne-Yvonne Le Dain**, députés

- **le 22 décembre 2015**, visite par **M. Jean-Yves Le Déaut** du laboratoire du CNRS de l'IEMN (nanotechnologies), avec M. Yves Bréchet, Haut commissaire du CEA

3. Activités internationales

7 rencontres internationales au cours de l'année 2015 :

Comme les années précédentes, les parlementaires membres de l'OPECST ont noué un certain nombre de contacts avec des représentants des communautés scientifiques et technologiques d'autres pays :

- **Le 25 février 2015 :** participation de **M. Jean-Yves Le Déaut**, député, président, à l'invitation de Mme Patricia Lips, présidente de la Commission de la formation, de la recherche et de l'évaluation technique du Bundestag, en tant que président de l'EPTA, à une manifestation à Berlin rassemblant les organismes d'évaluation technologique auprès des parlements d'Europe. Il a profité de ce déplacement pour faire le point, avec les principaux interlocuteurs locaux de la réglementation thermique du bâtiment, des retombées de son rapport au nom de l'OPECST sur « *Les freins réglementaires à l'innovation en matière d'économie d'énergie dans le bâtiment* »
- **Le 16 mars 2015** : **M. Jean-Yves Le Déaut**, député, président, a représenté le parlement français à la conférence « Waste management » qui s'est tenue à Phoenix (Arizona) le 16 mars 2015. Il y a exposé le rôle de l'OPECST dans le suivi des activités de démantèlement et de gestion des déchets radioactifs
- **Le 2 juin 2015** : **M. Christian Bataille**, député, vice-président, a reçu, dans le cadre du suivi de son rapport sur les techniques alternatives à la fracturation hydraulique pour l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels, une délégation américaine composée de Mme Paula Gant, secrétaire générale adjointe pour le pétrole et le gaz naturel du Département de l'énergie (DOE), Mme Rachel Halpern, analyste pétrole et gaz naturel au Département de l'énergie, et M. Jess Bahnak, attaché énergie de l'ambassade américaine, le 2 juin 2015
- **Du 21 au 26 juin 2015** : **M. Patrick Hetzel**, député, et **Mme Delphine Bataille**, sénatrice, se sont rendus en Suède et en Norvège dans le cadre de leur étude sur « *Les enjeux stratégiques des terres rares* », pour rencontrer des représentants des organismes chargés de la prospection, de la production et de la transformation de ces produits
- **Le 14 octobre 2015** : **M. Christian Bataille**, député, vice-président, a reçu, dans le cadre du suivi de ses rapports sur l'évaluation du Plan national de gestion des matières et déchets radioactifs et sur l'avenir de la filière nucléaire, une délégation japonaise composée de MM. Akihiro Ohata, député, ancien ministre de l'économie, du commerce et de l'industrie, Toshio Ishigami, sénateur, Keiichiro Wakasugi, sénateur, président du Comité exécutif central du syndicat de la Japan Atomic Energy Agency, Takashi Kawata, secrétaire général de la Fédération des travailleurs des industries de l'énergie électrique du Japon et Ichiro Ogasawara, ministre conseiller près l'ambassade du Japon en France
- **Le 2 décembre 2015** : **M. Jean-Yves Le Déaut,** député, président, a participé à Berlin à une conférence organisée pour la célébration du 25e anniversaire de la mise en place d'une structure d'évaluation technologique, à l'invitation de Mme Patricia Lips présidente de la commission de la formation, de la recherche et de l'évaluation technologique du Bundestag
- **Le 4 décembre 2015** : Intervention de **M. Jean-Yves Le Déaut**, député, président, à Berlin sur le thème : « *L'effacement des des frontières entre l'homme et la machine* »
- **Le 9 décembre 2015** : **M. Jean-Yves Le Déaut,** député, président, a participé à Bruxelles à la conférence annuelle du STOA, organe d'évaluation scientifique du Parlement européen, consacrée cette année aux travaux en physique quantique de Serge Haroche, prix Nobel de physique 2012, à l'invitation de M. Paul Rübig, membre du parlement européen et président du STOA, le 9 décembre 2015

4. 30e anniversaire de l'OPECST-présidence de l'EPTA

Par ailleurs, dans le cadre de la présidence française de l'EPTA (*European parliamentary technology assessment*) en 2015, organisme regroupant les organes d'évaluation scientifique et technologique au sein des parlements ou au service des parlements dans les pays membres de l'Union européenne, l'OPECST a organisé deux réunions :

- **Les 27 et 28 avril 2015** : réunion à Pont-à-Mousson avec l'ensemble des directeurs de l'EPTA. Elle avait pour objet de préparer la conférence de septembre et, notamment, d'en définir le programme. Visites d'entreprises innovantes en Lorraine.
- **Les 23 et 24 septembre 2015** : réunion du conseil de l'EPTA pour la présentation d'un Livre vert à laquelle les directeurs ont été invités à participer. Conférence sur le thème « *Innovation et changement climatique : l'apport de l'évaluation scientifique et technologique* » ; celle-ci a reçu le label de la COP21.

  La portée symbolique de ces deux jours était double : d'une part, illustrer, à l'occasion de la préparation d'un événement international majeur comme la COP21, la contribution de l'évaluation technologique au pilotage des politiques publiques ; d'autre part, célébrer le trentième anniversaire du premier des cent-quatre-vint-trois rapports de l'OPECST. Celui-ci avait analysé, en 1985, le phénomène dit des « pluies acides ».

5. Auditions

8 auditions de personnalités du monde de la science et de la technologie ont été réalisées par l'Office en 2015 :

- **4 mars 2015** : audition de **M. Patrick Pelloux**, président de l'Association des urgentistes hospitaliers de France
- **10 mars 2015** : audition, dans le cadre de la présentation du rapport d'activité du Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES), de son président, **M. Didier Houssin**
- **6 mai 2015** : audition, ouverte à la presse, de **Mme Anne Courrèges**, directrice générale de l'Agence de la biomédecine
- **20 mai 2015** : audition de **Mme Christine Noiville**, présidente du Haut Conseil des biotechnologies (HCB), de **M. Jean-Christophe Pagès**, président du comité scientifique du HCB, et de **M. Claude Gilbert**, président du comité économique, éthique et social du HCB
- **10 juin 2015** : audition de **M. Paul Giacobbi**, député, président de l'Agence des aires marines protégées
- **7 juillet 2015** : audition de **M. Alain Fuchs**, président directeur général du CNRS
- **8 juillet 2015** : audition, ouverte à la presse, de **M. Etienne Crépon**, président du Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB)
- **24 novembre 2015** : audition de **M. Bernard Meunier**, président de l'Académie des sciences

Conseil scientifique de l'OPECST

Le Conseil scientifique de l'Office, prévu par ses textes constitutifs, **composé de 24 personnalités**, l'assiste dans ses travaux. Sa composition résulte du dernier renouvellement triennal, intervenu en juin 2013 :

Mme Hélène Bergès, directrice du Centre national de ressources en génomique végétale, INRA-CNRGV

Mme Catherine Bréchignac, secrétaire perpétuelle de l'Académie des sciences, ancienne présidente du CNRS

M. Gérald Bronner, professeur de sociologie à l'Université Paris-Diderot, membre de l'Institut universitaire de France

Mme Bernadette Charleux, directrice du Laboratoire de chimie, catalyse, polymères et procédés, Lyon 1 - CNRS

M. Hervé Chneiweiss, président du comité d'éthique de l'INSERM, directeur du laboratoire « Plasticité gliale et tumeurs cérébrales », Université Paris Descartes-Hôpital Sainte Anne

M. Michel Cosnard, président-directeur général de l'INRIA, président d'Allistène

M. Jean-Marc Egly, membre de l'Académie des sciences, professeur à l'Institut de génétique et de biologie moléculaire et cellulaire, Inserm - CNRS - Université de Strasbourg

M. Jean-Pierre Finance, représentant permanent de la Conférence des présidents d'université (CPU) et de l'Institut de recherche pour le développement (IRD) auprès de l'Union européenne

M. Jean-Pierre Gattuso, directeur de recherche au CNRS, Laboratoire d'océanographie de Villefranche-sur-Mer

M. Laurent Gouzenes, conseiller du président de Pacte Novation et expert scientifique du groupe

Mme Claudie Haigneré, ancien ministre, membre de l'Académie des technologies, ambassadrice de l'Agence spatiale européenne (ESA)

Mme Edith Heard, professeure au Collège de France, directrice de l'unité de génétique et biologie du développement, Institut Curie, CNRS - INSERM

M. Étienne Klein, directeur du laboratoire de recherche sur les sciences de la matière du CEA, professeur de physique et de philosophie des sciences à l'École centrale-Paris

M. Daniel Kofman, professeur à Telecom ParisTech, co-fondateur et directeur du LINCS (Laboratory of Information, Networking and Communication Sciences), Institut Telecom - INRIA - Université Pierre et Marie Curie - Alcatel-Lucent

Mme Marie-Christine Lemardeley, présidente de l'Université Sorbonne Nouvelle-Paris III

M. Stéphane Mangin, professeur de physique, Université de Lorraine, Institut Jean Lamour – CNRS, membre de l'Institut universitaire de France

Mme Valérie Masson-Delmotte, directrice de recherche au Laboratoire des sciences du climat et de l'environnement, CEA, membre du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)

Mme Dominique Meyer, membre de l'Académie des sciences, professeure émérite à l'Université Paris XI

M. Jean-François Minster, membre de l'Académie des sciences, membre de l'Académie des technologies, directeur scientifique du groupe Total

M. Olivier Oullier, professeur à l'Université d'Aix-Marseille, Fédération de recherche CNRS « Comportement, cerveau et cognition » et Laboratoire de psychologie cognitive

M. Bruno Revellin-Falcoz, président honoraire délégué aux relations internationales de l'Académie des technologies

M. Gérard Roucairol, président de l'Académie des technologies

M. Marcel Van de Voorde, professeur à l'Université technologique de Delft, Pays-Bas

M. Cédric Villani, médaillé Fields 2010, directeur de l'Institut Henri-Poincaré, professeur à l'Université Claude Bernard - Lyon 1

Le Conseil scientifique s'est réuni avec les membres de l'Office le 9 juin 2015 pour mener une réflexion sur les thèmes pouvant être abordés dans le cadre de la Conférence parlementaire européenne du 24 septembre 2015 marquant le trentième anniversaire de l'OPECST et portant sur la contribution de l'innovation à la lutte contre le changement climatique.

Organismes extra-parlementaires

Au cours de l'année 2015 ont été nommés à des **organismes extra-parlementaires les 4 parlementaires** suivants :

- Comité économique, éthique et social du Haut conseil des biotechnologies : **M. Gérard Bapt**, suppléant, en remplacement de Mme Dominique Orliac, démissionnaire, le 28 janvier 2015
- Conseil national de la culture scientifique, technique et industrielle : **Mme Maud Olivier**, députée, et **M. Jean-Pierre Leleux**, sénateur, le 4 mars 2015
- Comité d'orientation de la recherche (COR) : **M. François Commeinhes**, sénateur, en remplacement de M. Jean-Pierre Leleux, sénateur, le 26 mai 2015

Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques - OPECST
Assemblée nationale : 101, rue de l'Université - Bât. F - 75355 Paris 07 SP - ☎ 01 40 63 70 65
Sénat : 15 rue de Vaugirard - 75291 Paris Cedex 06 - ☎ 01 42 34 25 58
www.opecst.assemblee-nationale.fr - http://www.senat.fr/opecst/index.html